

**Organisation d’Appui à l’Auto - Promotion**

**Quartier INSS**

**3, Avenue Source du Nil**

**B.P : 506**

**Tél : 22 21 17 89**

**Fax : 22 21 17 88**

**E-mail :** [**oapburundi@**](mailto:oapburundi@)**yahoo.fr**

**Bujumbura – Burundi**

Plan stratégique triennal 2016-2018

**Bujumbura, octobre 2015**

**TABLE DES MATIERES**

1. Analyse de la situation 3

1.1. Analyse du Contexte 3

1.1.1. Contexte national 3

1.1.2. Contexte de la zone d'action de l'OAP 5

1.2. Bref aperçu de l'O.A.P. 8

2. Vision, Mission et Valeurs de l'OAP 10

2.1. Vision 10

2.2. Mission 10

2.3. Valeurs 10

3. Analyse des éléments internes et externes 11

3.1. Les éléments internes 11

3.1.1. Les forces 11

3.1.2. Les faiblesses 11

3.2. Les éléments externes 12

3.2.1. Les opportunités 12

3.2.2. Les contraintes/obstacles 12

4. Problèmes clés et axes d'intervention 13

5. Objectifs stratégiques et résultats visés 14

5.1. Pour l'axe 1 – Gouvernance 14

5.2. Pour l'axe 2 – Accès durable aux moyens d'existence 14

5.3. Pour l'axe 3 - Accès aux services sociaux de base de qualité 15

5.4. Pour l'axe 4 - Renforcement institutionnel 15

6. Activités et indicateurs 16

6.1. Pour l'axe 1: Gouvernance 16

6.2. Pour l'axe 2: Accès durable aux moyens d'existence 19

6.3. Pour l'axe 3: Accès aux services sociaux de base de qualité 24

6.4. Pour l'axe 4: Renforcement institutionnel 27

7. Stratégie de mise en œuvre 29

8. Plan de gestion ou d'atténuation des risques 31

# 1. Analyse de la situation

## Analyse du Contexte

### 1.1.1. Contexte national

Depuis son indépendance, le Burundi a été miné par une succession de crises sociopolitiques violentes qui ont mis à mal la cohésion nationale et hypothéqué son développement économique et social. La mauvaise gouvernance combinée à un système d’exclusion politique et social a engendré des affrontements et des massacres à caractère politique et ethnique.

Depuis 1991, le Burundi s'est lancé sur la voie de la démocratie pluraliste. Ainsi, des partis politiques ont été créés, des organisations de la société civile et des médias privés indépendants ont été autorisés à fonctionner.

En 1993, des élections démocratiques ont été organisées avec succès et un premier président civil a été élu à la tête du pays. Malheureusement, il a été assassiné à moins de trois mois après son investiture. Des massacres interethniques ont suivi et ceci a culminé par une guerre civile qui a eu des effets désastreux sur la population burundaise. Des centaines de milliers ont été tués, d'autres déplacés internes et d'autres encore se sont réfugiés à l'extérieur du pays dont beaucoup de politiciens. Des groupes armés se sont formés pour combattre et tenter de rétablir la démocratie.

A partir de 1998, des négociations entre différents groupes ont démarré. Avec une médiation internationale, le processus de négociation a abouti à la signature, en 2000, d'un accord pour la paix et la réconciliation à Arusha en Tanzanie. Cet accord a été complété par des accords de cessez-le-feu avec les mouvements armés CNDD-FDD et FNL respectivement en 2003 et en 2006, ce qui a permis de mettre fin au conflit armé et de remettre en place des institutions républicaines par voie démocratique.

L’organisation réussie des élections en 2005 a été pour les burundais le signal d’une normalisation politique et de la fin des violences récurrentes qui ont caractérisé la situation du pays depuis son indépendance.

Cette phase a permis au Burundi de s’engager véritablement sur la voie de la consolidation de la paix et de la reconstruction socioéconomique du pays. Deux documents de cadres stratégiques de référence ont été élaborés et adoptés, à savoir le CSLPI (Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté) pour la période 2006-2010 et le CSCP (Cadre Stratégique de Consolidation de la Paix) pour la période 2007-2010.

La mise en œuvre de ces cadres a bénéficié de l’ accompagnement des partenaires au développement et a permis de conduire des processus de désarmement, démobilisation et réintégration des ex-combattants ; des réformes institutionnelles dans des domaines sensibles tels que la défense et la sécurité, la gouvernance démocratique et économique, la justice ; et de rapatriement de nombreux réfugiés ; ainsi que des avancées significatives, principalement dans les services sociaux tels que la santé et l’éducation. Des cadres officiels et légaux de concertation et de coordination des acteurs de développement et de consolidation de la paix ont été créés: un groupe de coordination des partenaires (GCP) a été mis en place en 2008 pour permettre la coordination, le suivi et le dialogue avec les partenaires sur les questions de développement et de consolidation de la paix. Le GCP comprend des groupes sectoriels, un groupe de suivi-évaluation, le forum stratégique et le forum politique (de haut niveau) dans lesquels tous les acteurs sont impliqués y compris la société civile et le secteur privé. Au niveau local, il existe des comités provinciaux de développement, des comités communaux de développement communautaire et des comités collinaires de développement.

Après les élections de 2010, un processus de planification à long et moyen terme a été déclenché afin de renforcer les acquis issus du CSLPI et du CSCP. Pour le long terme, un document de vision 2025 a été élaboré et adopté; et pour le moyen terme, un document stratégique global (CSLP II) a été adopté, prenant en compte les progrès et les problèmes constatés par les revues successives de la mise en œuvre du premier CSLP et celles de la mise en œuvre du CSCP, ainsi que la synthétise des résultats des consultations participatives associant les représentants des communautés à la base, de la société civile, du secteur privé, de l’administration, du Parlement et des partenaires au développement. Ce deuxième CSLP qui couvre la période de 2012 – 2017 est centré sur 4 axes à savoir: (i) Renforcement de l'Etat de droits, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre; (ii) Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice de l'emploi; (iii) Amélioration des taux d'accès et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale; et (iv) Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable. Pour plus d'opérationnalisation dans la mise en œuvre, le CSLPII est complété par d’autres documents stratégiques au niveau sectoriel ou thématique, entre autres: (i) la stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption (SNBGLC);(ii) la stratégie nationale agricole avec un plan national d’investissement agricole (PNIA); (iii) le plan sectoriel de développement de l’éducation et de la formation (2012-2020); (iv) la politique nationale de la santé; (v) la stratégie nationale de l'eau (2012 – 2020); (vi) la politique nationale de l'emploi; (vii) la politique nationale de la protection sociale; etc. Ces documents constituent des références nationales pour tous les intervenants.

A partir de 2012, on remarque que la plupart des indicateurs se sont améliorés, particulièrement dans les domaines qui touchent les services sociaux de base (la santé, l'accès à l'eau potable et assainissement en milieu rural, l'éducation). D'après les rapports des Nations Unies au Burundi (2015), (i) le taux d'accouchement assisté est passé de 64,4% à 76%; (ii) le taux d'enfants complètement vacciné est passé de 83% à 95%; (iii) le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural est passé de 50% à 73%; (iv) le taux d'assainissement en milieu rural est passé de 46% à 48%; (v) la ratio élèves-enseignants est passé de 53 à 46 et la ration élèves-classe est passé de 79 à 74; (vi) le taux de redoublement est passé de 38,4% à 24,2%.

Malgré ces avancées particulièrement importantes, il est remarquable que les besoins restent encore énormes et que parallèlement, la plupart des indicateurs en matière de développement économiques vont en diminuant. En effet, (i) le Burundi a reculé de 11 places dans l’indice de développement humain (PNUD) passant de la 169ème place en 2006 à la 180ème en 2014; (ii) la monnaie burundaise connaît une inflation moyenne de 10,6% dans ces dernières années (PAM, août 2014); (iii) d'après "African Economic Outlouk" (2015), le Burundi souffre d’une faible mobilisation des ressources intérieures (12.4 % du PIB en 2014 contre 13.1 % en 2013 et 14.2 % en 2011) et de la baisse de l’aide extérieure (passée de 5 % du PIB en 2010 à 2 % du PIB fin 2013); le solde budgétaire est passé de 0.4 % du PIB en 2013 à -1.2 % du PIB en 2014;(iv) d'après le rapport sur les "Etats Généraux de l'Agriculture" au Burundi (novembre 2014), la production agricole et animale connaît un déficit annuel de 30% depuis l'année 2000, la consommation de source animale est insignifiante car ne représente que 3,4 kg de viande, 9,6 l de lait et 2 œufs par personne et par an, l'insécurité alimentaire frappe plus de 85% de la population, 63% de la population souffrent de la sous-alimentation tandis que 46% connaissent une malnutrition chronique et seulement 18% peuvent se permettre une alimentation équilibrée;(v) d'après les rapports de "Global Hunger Index", le Burundi est classé comme le pays ayant le taux de faim le plus élevé au monde (rapport 2014); (vi) d'après le classement mondial des salaires moyens, le Burundi est le pays ayant le niveau de revenu mensuel moyen par individu le plus bas au monde, estimé à 20$ par personne et par mois pour l'année 2014; (vii) d'après le Profil et Déterminants de la Pauvreté du Burundi (mai 2015), la pauvreté monétaire des ménages est estimée à 58,3%; le taux de pauvreté non monétaire (en conditions de vies) touchent 64,8% de la population.

Le processus électoral de 2015 a divisé la population burundaise, d'un côté ceux qui soutiennent la réélection du Président Pierre Nkurunziza, et d'un autre côté ceux qui la contestent. Cette division a malheureusement touché tous les secteurs de la vie nationale et même des centaines de milliers de citoyens ont fuit le pays. Actuellement, on observe régulièrement des tueries ciblées touchant même les grandes personnalités du pays et la population, particulièrement celle de la capitale, vit dans une peur panique.

Des élections générales, ont été organisées, malgré tout, mais ont été contestées par les partis politiques de l'opposition et certains partenaires techniques et financiers du Burundi. Certains de ces derniers ont même déjà suspendu leurs aides directes au Gouvernement du Burundi (Union Européenne, Etats Unis, Belgique, Allemagne, Pays Bas, etc.) et cela a des conséquences négatives énormes sur le financement du Gouvernement car les financements extérieurs représentent plus de 50% dans le budget national. En plus, les activités économiques, déjà fragiles, ont été fortement réduites et les recettes de l'Etat fortement diminuées. Différents acteurs craignent une crise financière au Burundi dans le court terme.

Toutefois, les bailleurs ont déclaré ne pas couper la coopération avec le Burundi et que les appuis financiers qui vont directement vers les communautés vont continuer. En même temps, la communauté internationale se coalise pour qu'il y ait, dans les meilleurs délais, dialogue entre les différents protagonistes.

### 1.1.2. Contexte de la zone d'action de l'OAP

La zone d'action de l'OAP est essentiellement la province de Bujumbura. Depuis le mois de Mars 2015, le Burundi connaît une nouvelle province à savoir celle de Rumonge qui compte parmi ses communes deux qui appartenaient auparavant à la province de Bujumbura. Ainsi, la zone d'action actuelle de l'OAP couvre toute la province de Bujumbura et 2 communes de Rumonge à savoir Bugarama et Muhuta.

Par rapport à la situation nationale, les indicateurs de développement montrent que la province de Bujumbura est au dessus de la moyenne nationale. On notera, à titre d'illustration que: (i) le taux de pauvreté monétaire des ménages est 58,3% au niveau national et de 35,2% au niveau de Bujumbura[[1]](#footnote-1); (ii) en milieu rural, 60% des ménages vivent à plus d'une demi-heure d'une structure de santé alors que ce taux est de 44,8% dans Bujumbura rural; (iii) le taux de couverture en eau potable est de 70% pour Bujumbura et de 60% pour la moyenne nationale; et le taux de d'utilisation est de 52% pour Bujumbura et de 46% pour la moyenne nationale (INEA-ATLAS 2012). Cela montre une évolution positive de la situation socioéconomique de la province qui a plutôt connu une situation d'insécurité plus intense et de plus longue durée. Cela est le fruit de différentes organisations d'appui dont l'AOP est l'une des plus importantes.

Toutefois, malgré ces informations à caractère global et qui portent sur certains aspects, il manque des documents actualisés qui puissent montrer la situation spécifique et actuelle de cette province: la province n'a pas de monographie, les PCDC (plans communaux de développement communautaire) les plus récents datent de 2009 alors qu'ils sont élaborés pour une durée de 5 ans.

Pour pallier à ce manque d'information, on a dû organiser une réunion de consultation avec certains leaders communautaires des 11 communes dans lesquelles travaille l'OAP[[2]](#footnote-2). Les conclusions de ces consultations montrent qu'il y a encore beaucoup de défis dans ces communes.

Au niveau de l'éducation, cette zone souffre de: (i) l'insuffisance des salles de classes: on remarque dans certaines écoles, des effectifs atteignant 120 enfants pas salle de classe et pour un seul enseignant, et quelques fois, deux classes partagent une même salle et sont obligés de faire des rotations (les uns avant midi et les autres après midi); (ii) l'insuffisance des bancs pupitre: dans les classes où il y a des bancs pupitres, la moyenne est de 4 enfants par bancs pupitre qui est normalement conçu pour 2; dans certaines écoles, il y a des salles de classes qui n'ont pas de bancs pupitres et des enfants s'assoient soit par terre, soit sur des pierres, soit les enfants emmènent des tabourets de leurs domiciles. A titre d'exemples, dans la commune Nyabiraba, sur 28 écoles primaires, seulement 10 écoles ont des bancs pupitres qui permettent à tous les enfants d'avoir de la place à raison de 3 enfants par banc pupitre; 8 écoles n'ont aucun banc pupitre, les autres disposent des bancs pupitres en quantité insuffisantes où les enfants s'assoient à 4 par bancs pupitres tandis que les autres (dans les mêmes classes) s'assoient soit par terre ou sur des morceaux de bois / pierres; (iii) l'insuffisance du matériel scolaire: on remarque un manque criant de livres particulièrement pour les écoliers. A titre d'exemple, à l'Ecole Primaire de Rushubi (au chef lieu de la province), on ne dispose que de 5 livres de Français pour 70 enfants, soit une moyenne d'1 livre pour 14 enfants; (iv) insuffisance et indisponibilité des enseignants: on remarque qu'il y a des classes sans enseignants et même ceux qui sont affectés dans la province, beaucoup rentrent dans la ville de Bujumbura. Les parents ont du s'organiser pour embaucher ponctuellement des enseignants qu'ils payent eux-mêmes sur base des cotisations, actuellement on compte 35 enseignants se trouvant dans cette situation et répartis dans 6 communes (Nyabiraba, Kanyosha, Mutambu, Mugongo Manga, Muhuta et Mukike). En plus, les enseignants ont des salaires insuffisants pour couvrir leurs besoins vitaux et pour cela utilisent le temps hors classe pour chercher des moyens complémentaires pour leur survie au lieu de préparer les leçons. A titre d'exemple, les enseignants qui commencent leurs carrières sont payés comme suit: D6: 80.000 BIF, D7: 92.000 BIF, Licencié: 140.000BIF par mois; (v) des coûts élevés payés par les parents malgré la gratuité de l'éducation à l'enseignement de base: en moyenne, les parents payent pour un enfant de la 5ème ou 6ème primaire payent une somme de 17.100 BIF par an (frais de construction des salles de classe, frais de renforcement, frais de sport); (vi) des infrastructures scolaires mal construites: la plupart des infrastructures sont construites par la population, en briques adobes et sans aucune étude technique et les parents craignent qu'en cas de fortes pluies, elles risquent de se détruire et cela pourrait avoir constituer un danger pour les enfants et les enseignants.

On remarque également un grand phénomène d'effritement des valeurs : beaucoup de cas de viols, beaucoup de cas de grossesses pour les écoliers et élèves, des mariages précoces pour les filles, existence des enseignants et des parents dont les comportements sont jugés anti-modèles; des cas d'ivresse et de concubinage.

Au niveau de la gouvernance, les communes concernées souffrent: (i) de la corruption qui est signalée, par les leaders communautaires consultés, dans tous les secteurs notamment au niveau de la justice, de l'administration (état civil particulièrement), de l'éducation (y compris dans le recrutement, l'attribution des points en classe et dans l'orientation après la fin d'un cycle), la police, les partis politiques (surtout pour être placé sur les listes électorales), etc. ; (ii) ignorance de la population: les citoyens au niveau des communauté ne savent pas leurs doits et devoirs, les procédures à suivre en cas de procédures judiciaires; la plupart des élus locaux (membres des conseils communaux et collinaires, les chefs des collines, …) et des structures de développement (CCDC et CDC) ne connaissent pas les textes légaux et règlementaires qui les concernent, etc. ; (iii) une très faible participation des citoyens dans la gouvernance des communes: au niveau des collines, les réunions publiques prévues par la loi communale ne sont pas organisées, la tenue des réunions des membres des conseils communaux qui sont normalement publiques n'est pas portée à la connaissance du publique et les citoyens ne disposent pas d'autres cadres (formel ou informel) à travers lesquels ils peuvent s'exprimer.

Au niveau de la justice, les leaders communautaires consultés dénoncent essentiellement la non indépendance des juges caractérisée par l'ingérence de l'exécutif et du parti au pouvoir, l'impunité des crimes commis, des dépenses énormes et non officiels (surtout lors des descentes des juges sur terrains, lors des enquêtes judiciaires, lors des médiations par les Bashingantahe et conseils collinaires au niveau des collines).

Au niveau de la sécurité, on dénonce des détournements des personnes et des tueries ciblés à base politique, la prolifération des armes au sein de la population civile, la recrudescence des cas de vols, une grande suspicion entre les jeunes affiliés à différents partis politiques, une peur qui tend à se généraliser au sein de la population, etc.

L'agriculture, qui constitue la source principale de la nourriture et des revenus connaît une évolution négative à cause de différents facteurs, notamment: (i) le manque de semences de qualité, dans la province de Bujumbura rural, on ne dispose d'aucun centre d'approvisionnement des semences sélectionnées et le seul centre de multiplication de semences sous l'autorité de la DPAE ne fonctionne plus; (ii) les cultures de soudure qui constituent la sécurité des ménages en période de faibles production sont exposées aux maladies dont on ne sait pas traiter: la colocase n'existe presque plus, la mosaïque de manioc existe toujours et risque de se répandre, le bananier a été attaqué par une maladie jusqu'ici incurable et affecte très négativement la production; (iii) le phénomène d'érosion très intense, ce qui provoque une grande perte des terres et de la qualité des sols cultivables[[3]](#footnote-3); (iv) un encadrement technique insuffisant: les paysans continuent de travailler avec des techniques traditionnelles alors que les terres sont devenues très rares (on compte une moyenne de plus ou moins 30 ares de terres cultivables par ménage) et moins fertiles. Au niveau de chaque colline, il existe un moniteur agricole et des techniciens agronomes au niveau des communes mais qui ne sont pas motivés pour exercer correctement leur travail; (v) insuffisance des fertilisants: l'élevage est très faiblement développé pour fournir assez de fumure organique et la période de payement des frais pour les engrais chimiques subventionnés coïncident souvent avec les rentrées scolaires, au moment où les dépenses des ménages sont importantes.

A cause de la faible production agricole, la population de cette zone soufre de la sous alimentation et de la malnutrition même si on ne dispose pas de statistique pour en démontrer l'ampleur. Les témoignages des leaders communautaires signalent que dans la plupart des ménages, on reçoit un seul repas par jour et qu'il y a beaucoup de cas de Kwashiorkor observés dans différents centres de santé.

Dans le secteur de la santé, les hôpitaux de districts sont relativement bien équipés et disposent du personnel qualifié, et même des spécialistes. Cependant, ce secteur connaît pas mal de problèmes notamment: (i) l'insuffisance d'infrastructures sanitaires malgré les efforts consentis. Il y a en général un centre de santé par zone, sauf dans certaines communes notamment dans Bugarama où certains centres de santé existent dans les livres et les rapports mais pas physiquement; (ii) l'insuffisance des capacités d'accueil pour l'hébergement et l'hospitalisation des malades: on observe dans beaucoup de structures de soins des cas où 3 malades partagent un même lit de 0,9 m de large (conçu pour une seule personne) alors qu'ils n'ont même pas les mêmes maladies; (ii) l'insuffisance de médicaments: en général, chaque centre de santé dispose d'une pharmacie et avec une autonomie de gestion. Avec la politique de gratuité des soins pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes, les médicaments et les consultations sont offerts gratuitement pour ces groupes pour être remboursés par le Gouvernement. Malheureusement, ce dernier ne paye pas régulièrement et accusent d'arriérés et les centres de santé ne sont pas en mesure de s'approvisionner en médicaments. La conséquence est aussi que ces groupes, censés bénéficiaires de la gratuité des soins soient obligés de s'acheter des médicaments dans des pharmacies privées (là où elles existent); (iii) insuffisance et indisponibilité du personnel soignant: beaucoup de membres du personnel soignant résident dans la ville de Bujumbura et cela limite leur disponibilité, particulièrement quand il y a des cas d'urgence.

## 1.2. Bref aperçu de l'O.A.P.

Créée en 1993, l’O.A.P a mené ses actions d’appui à l’autopromotion en faveur de la population de Bujumbura rural jusqu’en 2006 sous la casquette d’une Organisation Non Gouvernementale jouissant d’un statut d’une ONG internationale représentant l’Institut Universitaire d’Etudes en Développement (IUED) de Genève/Suisse. Durant la période de crise qu’a connu le Burundi depuis 1993, l’O.A.P s’est vite adapté au contexte économique, politique et sécuritaire instable. Ce qui l’a value son expérience et sa capacité d’articuler ses interventions humanitaires à celles d’appui à l’auto-développement. Encouragée par l’évolution positive du contexte politico- sécuritaire et le souci de diversification des partenaires, l’O.A.P a opté pour un statut d’une Association Locale Sans But Lucratif (O.A.P A.S.B.L.), et son agrément au niveau du Ministère de l’intérieur en tant qu'A.S.B.L. est intervenu en 2006.

Actuellement, OAP intervient toujours dans les 11 communes qui composaient la province de Bujumbura rural mais qui se répartissent actuellement dans deux provinces: 9 communes (Mubimbi, Isale, Mutimbuzi, Kanyosha, Nyabiraba, Mugongomanga, Mukike, Kabezi, Mutambu) de la province Bujumbura rural et 2 communes (Muhuta, Bugarama) de la province Rumonge récemment créée. En réalité, sa zone d'action n'a pas changé.

Dans la philosophie de l’O.A.P, on entend par autopromotion, un processus complexe qui englobe le développement de tous les aspects de la vie de l’homme: économiques, sociologiques, culturels, écologiques, spirituels et politiques. L’acteur principal de ce processus est l’homme lui-même à travers son expression, ses activités, ses rapports avec les autres. Il s’agit du développement de l’homme dans toutes ses dimensions. L’autopromotion confère à l’homme le savoir, le savoir faire, le savoir être et le savoir avoir. Cette philosophie vient corriger celle qui considère la notion d’accumulation des biens comme facteur unique de développement.

Dans ses interventions, l'OAP se base sur l'approche « Droit », à travers laquelle elle voudrait relever le niveau de la population dans les domaines suivants : La Participation citoyenne, la Santé, l'Education, la Sécurité alimentaire et économique. Elle aura ainsi participé à la restauration de la paix, la dignité humaine car, il est à noter que les inégalités sociales sont à la base des crises cycliques socio – politico - économiques que le Burundi connaît depuis plusieurs années.

En développant ses programmes, l’OAP met en avant les principes suivants:

* réhabilitation de l’amour propre : connaissance et appréciation des valeurs et le savoir de la communauté ;
* recherche des aspects positifs dans la vie et l’histoire du peuple ;
* solidarité avant l’assistance matérielle extérieure: construire d’abord sur ses propres ressources ;
* assistance pour un partenariat honorable, tous les acteurs sont égaux et chacun peut apprendre des autres ;
* accompagnement du processus d’autonomie du peuple: le pouvoir de la communauté de décider de son avenir ;
* promotion du pouvoir de la communauté sur le marché ;
* création des synergies et promotion de la voix communautaire;
* L’autonomisation et la pérennisation de l’Organisation.

Objectif Global de l’OAP est de contribuer à l’amélioration des conditions socio-économiques et politiques des populations du milieu rural à travers l’accompagnement des communautés dans leur auto-développement durable.

Ses objectifs spécifiques sont les suivantes:

* La promotion des principes de Bonne Gouvernance et de consolidation de la paix ;
* Le développement économique et social des populations rurales ;
* Le renforcement de la prise en charge des actions par les structures locales ;
* La promotion socioéconomique des groupes marginalisés ;
* L’Accès des communautés aux infrastructures sociales de base ;
* L’intervention en situation d’urgence en concertation avec les autres organisations humanitaires ;
* L’autonomisation et la pérennisation de l’Organisation.

Malgré le contexte de guerre dans la province de Bujumbura depuis le début de ses interventions, l’OAP n’a jamais arrêté son travail et a continué à accompagner les communautés dans le processus de prise de conscience par rapport à leurs conditions de vie et leur autopromotion. De 1993 à 2002, l'OAP a travaillé dans le contexte d’approche projets. De 2003 à 2005, elle a toujours travaillé sur base de projets, mais avec un plan d’actions fondé sur les outils de mise en œuvre et de suivi/évaluation comme le cadre logique et le chronogramme. Dans un souci de performance, d’efficacité, de produire plus d’impacts durables et de capitaliser son action, à partir de 2006, elle a basé son travail sur une planification stratégique. L’organisation a déjà réalisé deux planifications stratégiques de 2009-2011 et 2012-2014, clôturées avec des évaluations externes assez concluantes.

Les différentes planifications stratégiques insistaient, sous des appellations différentes, sur la relance économique, l’augmentation de la production, la promotion du pouvoir de la communauté sur le marché, l'appui à l’émergence d’un mouvement associatif capable de défendre ses droits, l’accès aux services sociaux de base, grâce à un contexte sociopolitique de bonne gouvernance. La démarche stratégique, colonne vertébrale, étant l’animation et la sensibilisation sur les valeurs de l’autopromotion

Après 23 ans d’intervention dans la même zone, l'équipe OAP croit disposer d’un capital dans le domaine de l'autopromotion qui pourrait être exploité par elle-même, les chercheurs d’université, les autres organisations nationales et internationales, les promoteurs de résolution des conflits, etc. En effet, l’évaluation du plan stratégique 2012-2014 contient beaucoup de recommandations pertinentes qui peuvent et/ou doivent inspirer différents intervenants qui voudraient contribuer à lancer un essor au développement de la province de Bujumbura.

Cette nouvelle planification stratégique se base sur ces atouts afin de permettre à l’organisation de bien expérimenter les théories de développement durable, et particulièrement à intégrer des innovations stratégiques pour renforcer les acquis. Elle est faite pour une période de 3 ans, 2016-2018, l’année 2015 étant considérée comme une période de transition entre le plan stratégique précédent et celui-ci et de consolidation des acquis de ce premier. Ce plan stratégique constitue un outil précieux de travail, de plaidoyer et de communication de l’Organisation avec les bailleurs et les partenaires en général, aussi bien qu’avec l’ensemble des acteurs impliqués dans le développement de la zone d’action. Elle permet également à l’Organisation de produire ses plans opérationnels annuels ou des projets-programmes pour des appels des fonds.

# 2. Vision, Mission et Valeurs de l'OAP

## 2.1. Vision

Un monde de justice sociale où la pauvreté a été éradiquée, une vie dans la dignité et la sécurité.

## 2.2. Mission

Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés en suscitant une prise de conscience pour l'autopromotion en milieu rural.

## 2.3. Valeurs

* Respect de la dignité humaine,
* Transparence,
* Performance,
* Equité,
* Pro-activité,
* Efficience.

# 3. Analyse des éléments internes et externes

## 3.1. Les éléments internes

### 3.1.1. Les forces

* **Existence des partenaires financiers qui connaissent les compétences de l'OAP et qui sont prêts à l'accompagner**,
* **Bonne connaissance du milieu rural**: l'OAP travaille dans la même zone d'action depuis 23 ans;
* **Crédibilité dans la zone d’action**
* **Bonne collaboration avec les autorités locales**: des administratifs locaux participent dans la planification de l'OAP et cette dernière contribue dans la facilitation de l’organisation des réunions de coordination provinciale.
* **Collaboration avec les services déconcentrés dans la province**: l'OAP est considéré comme principal intervenant dans la commune (confirmée par l'antenne du plan);
* **Régularité de la planification et évaluation participatives triennales et de l'audit annuel**;
* **Existence des organes fonctionnels et actifs**
* **Existence des personnes relais sur terrain**: les animateurs (34 animateurs en développement, 54 alphabétiseurs et 9 artisans de paix, tous des volontaires).
* **Exploitation, conduite et animation de 2 fermes – écoles**: facilité de formation des agri-éleveurs),
* **Exploitation de centres de transformation des produits agricoles, de boutiques d’intrants, hangars de stockage**,
* **Un personnel multidisciplinaire et fidèle**: il y a ceux qui sont là depuis 20 ans.
* **Expertise en Etudes et Elaboration de projets d’infrastructures, surveillance et exécution des travaux.**

### 3.1.2. Les faiblesses

* **Déséquilibre entre les besoins et les fonds obtenus**: bien que l'OAP réalise beaucoup d'activités et dispose d'une grande capacité de gestion financière, elle ne parvient pas d'arriver à mobiliser les fonds nécessaires pour réaliser toutes les actions planifiées;
* **Faibles innovations**: on se concentre plus sur des travaux et moins sur des actions innovantes et stratégiques, on travaille sur des projets de routine;
* **Manque de capitalisation de l'expertise spécifique de l'OAP**: malgré les grandes et importantes réalisations très appréciées par différents acteurs, l'OAP n'a pas encore développée une documentation sur les meilleures pratiques et leçons apprises durant plus de 20 ans d'expérience. Pourtant, cela pouvait faire ressortir ce qui être considérée comme sa marque (ou référence);
* **Manque de stratégie de sortie ou de pérennisation** pour certaines infrastructures notamment les fermes –écoles et le centre de transformation;
* **Insuffisances des outils de suivi-évaluation:** toutes les réalisations ne sont pas documentées et pour cela, beaucoup d'actions ne laissent pas de leçons à l'organisation ou ses partenaires et donc faible capacité de capitalisation des acquis.
* **Des insuffisances dans les formations qu'elle organise**: les formations sont organisées et bien appréciées mais elles ne sont pas accompagnées de modules ou manuels de référence pour les participants;
* **Relâchement de certains animateurs volontaires**: ils sont beaucoup sollicités par différents acteurs car incarnent des capacités et moralité confirmées alors qu'ils ne sont pas payés, il y a aussi ceux qui bougent vers d'autres lieux pour des raisons diverses mais essentiellement pour des raisons professionnelles.

## 3.2. Les éléments externes

### 3.2.1. Les opportunités

* **Proximité de la capitale**: marché d'écoulement, potentialité d'accès à l'emploi (beaucoup de personnes travaillent en ville et rentrent chez elles le soir), dynamisme économique, etc.;
* **Population dynamique et éveillée**: multiplication des métiers – maçons, charpentiers, manœuvres, beaucoup de jeunes, la population est ouverte et libre à s'exprimer (dénonciation de l'injustice, etc.);
* **Disponibilité des cours et sources d'eau**: possibilité d'irrigation et d'approvisionnement en eau potable, possibilité de construire des micro-barrages hydroélectriques;
* **Diversité climatique** (3 régions naturelles): diversité des cultures, possibilité d'échange des produits entre régions;
* **Proximité du lac Tanganyika**: possibilité d'échanges des produits avec les zones limitrophes du Lac, possibilité de pêche et d'activités touristiques;
* **Zone rurale traversée par 6 routes nationales**: possibilité d'écoulement et d'approvisionnement des produits commerciaux entre la zone d'action et les autres zones du pays, dont la capitale;
* **Existence des matériaux de construction**: moellons, graviers, sable, terre rouge, etc.
* **Disposition des autorités locales et existence des cadres favorisant la collaboration:** existence du comité provincial de développement, des comités communaux de développement communautaires, des comités collinaires de développement, etc.;
* **Existence des autres acteurs intervenants dans la même zone d'action qui sont prêts à collaborer**: favorables au partenariat,
* **Existence des documents de planification locale et nationale** servant comme référence**:** PCDC, PPIA, PNIA, CSLPII, CSBGLC, etc. Seulement, on remarque une faible appropriation au niveau de la zone d'action. Par exemple, les PCDC datent de 2008 et 2009 alors qu'ils sont conçus pour 5 ans;
* **Existence des sites historiques et touristiques**: La pierre Livingstone, siège Harroy, eaux thermale de Kabezi, le lac Tanganyika, etc.
* **Processus de décentralisation: la personnalité juridique et l'autonomie des communes sont favorables à la collaboration de proximité, seulement ce processus reste** inachevé et mérite d'être poursuivi;
* **Relief en pente forte traversé par beaucoup de cours d'eau,** favorable à l'installation et exploitation des micro-barrages hydroélectriques pour l'électrification de la zone d'action.

### 3.2.2. Les contraintes/obstacles

* **Insécurité**: destruction des infrastructures, déplacement de la population, difficulté d'aller sur terrain, etc.
* **Instabilité des administratifs**: Pendant la législature 2010-2015, on a connu 3 gouverneurs de province; au niveau des communes, l'instabilité des administrateurs a été observée surtout en commune Kanyosha où on a connu également 3 administrateurs. Ces changement perturbent les actions de l'OAP du fait les nouveaux administratifs prennent assez de temps pour comprendre et faire leurs les initiatives en cours;
* **Intolérance politique qui affecte la gestion des administrations**: par exemple dans les communes de Mukike et Mugongo Manga, les populations ne reconnaissent pas les nouveaux administrateurs; dans la commune de Mutimbuzi, l'administrateur est contesté par les conseils de colline;
* **Corruption**: on constate qu’il y a des signes de corruption chez certains administratifs, et d'autres exigent, quelques fois, des primes avant d'intervenir dans les activités pilotées par l'OAP;
* **Diversité d'approches entre différentes organisations qui travaillent sur le même terrain**: ces différences perturbent les actions de l'OAP, surtout en ce qui concerne la réussite de l'approche visant l'autopromotion. Par exemple, alors que l'OAP ne donne rien aux alphabétisés, il y a des organisations qui offrent des biens de motivation à ce genre de personnes (par exemple des bidons d'huile en commune Mutimbuzi);
* **Insuffisance d'engagement pour certains administratifs:** il arrive des fois qu'il y ait des administratifs au niveau collinaire et communal qui ne s'intéressent pas assez aux projets communautaires s'ils n'en tirent pas des profits personnels et cela handicapent le bon déroulement des actions**;**
* **Proximité de la ville de Bujumbura**: beaucoup de gens vont travailler la journée dans la ville et il est parfois difficile d'avoir des personnes de contact sur terrain, aussi la proximité de la capitale a des influences négatives sur la sécurité de la zone d'action (banditisme, tueries, division politique);
* **Relief très accidenté:** avec un phénomène d'érosion très prononcé (dégradation des sols et d'infrastructures), impraticabilité des pistes rurales pour se rendre sur terrain, etc.
* **Aléas climatiques** avec phénomène catastrophiques en cas de fortes pluies,
* **Exiguïté des terres**: difficulté de développer les activités agricoles et pastorales, des fois on manque même là où construire des infrastructures communautaires;
* **Mauvaise gestion de l'urbanisation extensive de la ville de Bujumbura**: on observe qu'en cas d'expropriation, les exigences légales en la matière ne sont pas régulièrement respectées et les expulsés tombent souvent dans des cas d'indigence.

# 4. Problèmes clés et axes d'intervention

Les problèmes clés sont des problèmes majeurs au sein de la société de la zone d'action ou de l'organisation elle-même, et pour lesquels l'OAP peut faire quelque chose pour contribuer dans la recherche de solutions. Etant donné qu'il y a beaucoup de problèmes clés, il a été convenu que l'OAP choisisse un petit nombre de problèmes sur lesquels elle devra se focaliser dans la période des trois années prochaines.

Les problèmes retenus sont les suivants:

* **L'insuffisance des moyens d'existence**: cela concerne l'insuffisance des sources alimentaires et de revenus pour les ménages. Les ménages ruraux de la zone d'action tirent leurs ressources essentiellement dans l'agriculture et cette dernière connaît des contraintes immenses (espace cultivable de plus en plus réduit, manque de semence sélectionné, dégénérescence des cultures de soudures, techniques agricoles encore archaïques, phénomène d'érosion et dégradation des sols, insuffisance des fertilisants, faible capacité de valorisation des productions etc.). En outre, les ménages ruraux manquent de capitaux pour investir dans l’agriculture et initier des activités économiques non agricoles et n'ont pas d'opportunités de contracter des crédits. A tout cela s'ajoute le problème de mentalité et d'une culture de dépendance qui résulte de la grande période d'assistance (période de guerre) et de la manipulation des politiciens qui encouragent la gratuité pour se faire voir comme des bienfaiteurs. Même les ménages qui semblent avoir assez de moyens pour se prendre en charge restent dans la vulnérabilité. En effet, il suffit qu'il y ait des perturbations climatiques d'une saison pour que ces ménages tombent dans la disette.
* **La mauvaise gouvernance**: les structures mises en place dans le cadre du processus de décentralisation, et qui devaient servir de cadre de participation des citoyens dans la gestion de leurs communes, ne fonctionnent pas régulièrement. Les réunions publiques prévues par la loi communale au niveau des collines et des communes ne sont pas tenues; les comités de développement au niveau collinaire, communal et provincial ne fonctionnent pas. A cela s'ajoute un problème d'ignorance de la population et même des certains administratifs. En outre, visiblement ceux qui se font élire ne sont pas motivés par le bien communautaire mais par des intérêts individuels. La corruption observée à tous les niveaux entretient une culture de médiocrité et, malheureusement, cela affecte tous les secteurs y compris celui de l'éducation.
* **L'accès difficile aux services sociaux de base**: comme cela est déjà décrit dans l'analyse du contexte, on observe des difficultés énormes au niveau de la scolarisation (insuffisance des infrastructure scolaires, insuffisance ou manque de matériels scolaires, etc.), au niveau de la santé, de l'énergie (les ménages ruraux ne sont pas éclairés, l'insuffisance criant des sources de bois-énergies alors qu'il n'y a pas d'alternatives, le manque d'électricité freine l'initiative des activités génératrices des revenus sur certains centres, etc.); beaucoup de ménages n'ont pas encore accès à l'eau potable. Actuellement, on ne dispose pas de données fiables sur la qualité des infrastructures ou sur les taux réels d'accès.
* **Insuffisance des capacités institutionnelles de l'OAP**: l'OAP a une grande expérience dans la conduite des projets communautaires, mais a besoin de renforcer ses capacités institutionnelles pour devenir plus professionnelle.

Sur base de ces problèmes retenus comme clés pour la période de planification, les axes d'interventions suivants ont été retenus pour la période 2016-2018:

* Axe1: Gouvernance Locale
* Axe2: Accès durable aux moyens d'existence
* Axe3: Accès aux services sociaux de base de qualité
* Axe4: Renforcement institutionnel

# 5. Objectifs stratégiques et résultats visés

## 5.1. Pour l'axe 1 – Gouvernance

* **Objectif stratégique 1:** Promouvoir la participation effective des citoyens dans la gestion de leurs communes. Le résultat attendu pour cet objectif est le suivant:
* **Résultat 1.1**: Les communautés prennent consciences de l’importance de la participation citoyenne dans la gestion de leurs communes
* **Résultat 1.2 :** Les compétences des leaders communautaires et des autorités locales sur les principes de bonne gouvernance et de gestion des communes sont renforcées

## 5.2. Pour l'axe 2 – Accès durable aux moyens d'existence

* **Objectif stratégique 2:** Contribuer au renforcement des capacités des communautés pour l’accès durable aux moyens d’existence Cet objectif sera réalisé à travers quatre résultats suivants:
* **Résultat 2.1:** Les revenus des ménages ruraux ont augmenté suite au changement des mentalités, à l'acquisition des connaissances en entreprenariat et à la mise en place des mécanismes communautaires permettant une mobilisation interne de solidarité et de financement;
* **Résultat 2.2**: La production agricole des ménages ruraux a augmenté et est mieux valorisée d'une manière durable suite au renforcement des capacités en techniques agropastorales, à l'adoption de l'approche agro-écologie et à l'amélioration des conditions de conservation et de transformation;
* **Résultat 2.3**: Des organisations de base (paysannes) et autres ont consolidé leur rôle au sein de la société civile locale et nationale en matière de défense du droit à la souveraineté alimentaire;
* **Résultat 2.4**: Les ménages ruraux ont amélioré leur état de santé à travers l'amélioration de l'état nutritionnel et la prévention des maladies évitables.

## 5.3. Pour l'axe 3 - Accès aux services sociaux de base de qualité

* **Objectif stratégique 3:** Contribuer à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base au niveau des communautés rurales. La réalisation de cet objectif passera à travers trois résultats suivants:
* **Résultat 3.1**: Les conditions d’apprentissage dans les écoles sont améliorées
* **Résultat 3**.**2**: Les communautés rurales ont accès facile à l'eau potable et de manière durable
* **Résultat 3**.**3**: Les communautés rurales adoptent progressivement l'utilisation de l'énergie alternative aux bois

## 5.4. Pour l'axe 4 - Renforcement institutionnel

* **Objectif stratégique 4**: Renforcer les capacités institutionnelles de l'OAP pour une meilleure visibilité et durabilité de son action. Les résultats attendus pour cet objectif sont les suivants:
* **Résultat 4.1**: L'OAP a développé sa mémoire institutionnelle
* **Résultat 4.2**: Les interventions de l’OAP sont menées de façon professionnelle.

# 6. Activités et indicateurs

## 6.1. Pour l'axe 1: Gouvernance

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectif global :** Contribution à l’amélioration des conditions socio-économiques et politiques des populations du milieu rural à travers l’accompagnement des communautés dans leur auto développement durable. | | | | |
| **Logique d'intervention** | **Indicateurs objectivement vérifiables** | **Sources de vérification** | **Hypothèse ou condition préalable** | **Coûts estimatifs** |
| **Objectif stratégique 1:** Promouvoir la participation effective des citoyens dans la gestion de leurs communes | - 60% des communes améliorent leur niveau de classement dans le cadre de performances des communes - Dénonciation régulière des actes de mauvaise gouvernance par les communautés - Au moins 50 % de la population sont satisfaits de la gestion de leurs communes | Rapports d’évaluation des communes  Rapports des enquêtes et/ ou sondages | La sécurité dans les communes reste bonne; les autorités administratives dans les communes restent ouvertes à collaborer avec les acteurs non étatiques | **463.306.000** |
| **Résultat 1.1**: Les communautés prennent consciences de l’importance de la participation citoyenne dans la gestion de leurs communes | Au moins 50% de la population participent dans les réunions communautaires  Au moins 80% des leaders communautaires participent dans les réunions publiques | Rapports des animateurs Rapports des communes | La sécurité reste bonne et réunions communautaires sont organisées comme il se doit | **248.000.000** |
| **Activités** |  |  |  |  |
| Organisation des réunions de conscientisation des groupes "NAP" pour la participation citoyenne (Associations, Comités de paix, SILCs, etc) | 30 réunions sont organisées[[4]](#footnote-4) | Rapport de chaque réunion | Sécurité et accessibilité des communes concernées | 15.000.000 |
| Faciliter les réunions d'échange des acteurs clés en matière de paix et de sécurité au niveau des communes (espace de dialogue politique dans les communes) | 2 réunions par an et par commune sont organisées et pour 7 communes | Rapport de chaque réunion | Idem | 84.000.000 |
| Organiser des activités socioculturelles à traves lesquelles on va primer les modèles de paix et de gouvernance | 9 activités organisées par an | Rapport de chaque activité | Idem | 95.000.000 |
| Organiser des ateliers de formation des comités de gestion des groupes NAP sur la participation citoyenne | 54 ateliers sont organisés (soit 6 ateliers par zone dans 3 communes pilotes) et 2.700 personnes sont formées (5 personnes par NAP) | Rapport d'activités et liste des participants | Idem | 54.000.000 |
| **Résultat 1.2**: Les compétences des leaders communautaires et des autorités locales sur les principes de bonne gouvernance et de gestion des communes sont renforcées | * 80% des leaders communautaires mobilisent la population sur les principes de bonne gouvernance * Les autorités locales vivent les valeurs de bonne gouvernance * Les PCDC tiennent compte des propositions locales | Evaluation finale | La sécurité reste bonne et les autorités communales restent ouvertes à la collaboration | **216.306.000** |
| **Activités** |  |  |  |  |
| Organisation des réunions des membres des comités de paix pour la mise en réseau (au niveau communal et provinciale) et le renforcement des capacités de ces derniers | 8 réunions sont organisées (7 réunions au niveau communal et une réunion au niveau provincial) | Rapport de chaque réunion | Sécurité de la zone d'action et la stabilité géographique des membres des comités de paix | 20.000.000 |
| Organiser des ateliers de formation à travers les réseaux des groupes NAP, des comités de paix et des leaders communautaires sur les principes de bonne gouvernance, droits de l'homme et transformation des conflits | 320 personnes formées sur ces thématiques | Rapport de chaque atelier | Idem | 56.706.000 |
| Organiser des réunions d'évaluation périodique des rapports des membres du club de gouvernance dans tous les secteurs de la vie de la commune (santé, eau et assainissement, éducation, agri-élevage, droits de l'homme, sécurité, justice) | Une réunion est organisée par trimestre et par commune | Rapport de chaque réunion | La sécurité dans les communes et la coopération reste bonne avec les nouveaux administratifs | 19.800.000 |
| Organiser des ateliers de formation des acteurs de la décentralisation (conseils communaux, conseils collinaires, CCDC et CDC, comités communaux et collinaires des femmes, Comités communaux et collinaires des jeunes, conseils des Bashingantahe) sur les cahiers de charge dans la mise en œuvre des initiatives de développement (performance des communes) | 1 atelier de 2 jours est organisé par commune et pour 7 communes, et 350 personnes acteurs de décentralisation formés | Rapport de chaque atelier et listes des participants | Idem | 28.000.000 |
| Faciliter des réunions de partage, suivi et évaluation des réalisations des acteurs de décentralisation au niveau provincial | 4 réunions de suivi sont tenues par an | Rapport de chaque réunion | Sécurité dans la province et les autorités provinciales restent favorables | 25.200.000 |
| Faciliter des réunions de coordination de tous les partenaires de la province, en vue d'harmoniser les approches | 2 ateliers d'harmonisation par an | Rapport de chaque atelier | Idem | 12.600.000 |
| Appuyer les réseaux de paix communaux et les différents acteurs dans la validation et mise en œuvre des initiatives locales de paix et de gouvernance | 9 initiatives locales mises en œuvre par an | Rapport de mise en œuvre de chaque initiative | Sécurité et dynamisme des comités de paix | 54.000.000 |

## 6.2. Pour l'axe 2: Accès durable aux moyens d'existence

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectif global :** Contribution à l’amélioration des conditions socio-économiques et politiques des populations du milieu rural à travers l’accompagnement des communautés dans leur auto développement durable. | | | | |
| **Logique d'intervention** | **Indicateurs objectivement vérifiables** | **Sources de vérification** | **Hypothèse ou condition préalable** | **Coûts estimatifs** |
| **Objectif stratégique 2**: Contribuer au renforcement des capacités des communautés pour l’accès durable aux moyens d’existence | Au moins 40% du groupe cible ont augmenté le pouvoir d’achat Les ménages cibles accèdent en moyenne à 2 repas par jour | Evaluation finale | La zone d'action reste sécurisée et les autorités administratives sont favorables |  |
| **Résultat 2.1**: Les revenus des ménages ruraux ont augmenté suite au changement des mentalités, à l'acquisition des connaissances en entreprenariat et à la mise en place des mécanismes communautaires permettant une mobilisation interne de solidarité et de financement | Au moins 40 % des ménages appuyés ont un revenu moyen supérieurs ou égal à 1$ par jour | Evaluation finale | La zone d'action reste sécurisée et les autorités administratives sont favorables |  |
| **Activités** |  |  |  |  |
| Organiser un atelier de 4 jours de formation des cadres de l'OAP sur le fonctionnement des groupes SILC (SavingInternalLendingCommunities) | 10 personnes formées | Rapport de la formation et liste des présences | Pas de risque si ce n'est que la disponibilité des financements | 7.000.000 |
| Organiser 3 ateliers de 4 jours de formation des animateurs et des agents villageois qui vont encadrer les SILCs | 9 animateurs et 18 agents villageois sont formés | Idem | Sécurité dans les communes d'action | 10.000.000 |
| Créer et encadrer des groupements SILC dans 3 communes pilotes où le modèle SILC est déjà fonctionnel | 540 groupes NAP créés et fonctionnels | Rapport OAP + base de données sur les NAP | Idem | PM[[5]](#footnote-5) |
| Alphabétiser les membres les NAP qui ne savent pas lire et écrire | 3.000 personnes alphabétisées | Rapport + liste des alphabétisés | Sécurité dans la zone d'action et stabilité géographique des alphabétiseurs | 150.000.000 |
| Organiser des séances d'animation pour le renforcement post-alphabétisation | 2 séances sont organisées par centre d'alphabétisation (54 centres) et par mois | Rapport de chaque séance | Idem |  |
| Organiser des visites pour animer des séances d'échange et de sensibilisation des groupes des néo-alphabètes sur l'autopromotion | 1 visite par mois est organisée | Rapport de chaque visite | Idem | Inclus dans les coûts de suivi-évaluation |
| Organiser des séances d'animation des communautés pour l'émergence des associations dynamiques | 4 séances par mois et par zone, pour 23 zones | Rapport de chaque séance | Les localités concernées restent sécurisées et accessibles |  |
| Organiser un atelier de 2 jours de formation des animateurs & agents villageois qui encadrent les SILCs sur l'entrepreneuriat | 21 personnes formées (3 animateurs et 18 agents villageois) | Rapport de formation + liste des participants | La sécurité des communes concernées |  |
| Organiser des visites d'accompagnement et coaching visant la rentabilisation des AGR initiées par les membres des NAP | Au moins 12 visites organisées par mois (soit 1 visite par zone dans les 3 communes pilotes) | Rapport de chaque visite | Les localités concernées restent sécurisées et accessibles | Inclus dans les coûts de suivi-évaluation |
| Octroyer des prix aux meilleurs initiateurs d’AGR, choisis sur base des critères techniques préalablement définis | 102 initiateurs d’AGR sont primés chaque année (équipements/outils en rapport avec l’AGR. | Rapports spécifiques des évènements | La zone d'action reste en sécurité et les autorités locales restent favorables |  |
| Réaliser une étude sur la faisabilité de faire évoluer les NAP vers des coopératives | 1 document de faisabilité produit | Rapport de l'étude | Disponibilité d'un bon consultant expert dans le domaine des micro-finances | 6.000.000 |
| **Résultat 2.2:** La production agricole des ménages ruraux a augmenté et est mieux valorisée d'une manière durable suite au renforcement des capacités en techniques agropastorales, à l'adoption de l'approche agro-écologie et à l'amélioration des conditions de conservation et de transformation | * Les ménages appuyés qui ont augmenté le rendement des principales cultures d'au moins 10% * Au moins 1% des ménages appuyés ont accès aux moyens de stockage et de transformation de leurs produits agricoles * Au moins 50% des ménages ruraux appuyés ont adopté l'approche agro-écologique vulgarisée | Rapports d’évaluation | La zone d'action reste sécurisée, et il n'y a pas de perturbation pluviométrique importante |  |
| **Activités** |  |  |  |  |
| Organiser des réunions de conscientisation et d'échange avec les NAP sur les problèmes relatifs à l’accès aux moyens d'existence et des solutions correspondantes (Plan d’action pour la transformation souhaitée) | 33 réunions organisées et animées à raison de 3 par commune. | Rapports des réunions | Sécurité de la zone d'action |  |
| Organiser des ateliers de renforcement des capacités des membres des NAP en techniques agro-sylvo-pastorales innovantes adaptées au contexte local | 33 ateliers organisés et facilités à raison de 3 par commune, et avec participation de 990 personnes (moyenne de 30 participants par atelier) | Rapport de chaque atelier + listes des participants | Idem |  |
| Transformer une des "Fermes – écoles" de l'OAP en véritable école des techniques agropastorales en faveur des paysans[[6]](#footnote-6) | 1 ferme-école transformée en école disposant des équipements, des modules et calendriers de formation (Rutambiro) | Visualisation, Photos et vidéos, Rapports d'activité, | Idem |  |
| Octroyer des prix aux meilleurs exploitants, choisis sur base des critères techniques préalablement définis. | 102 meilleurs exploitants sont primés chaque année (équipements/ outils, intrants en rapport la production agricole) | Rapport de chaque évènement d'octroi des prix | Sécurité de la zone d'action et une bonne coopération avec les autorités locales |  |
| Mettre à disposition des agri-éleveurs des moyens de production et de conservation des sols: semences vivrières, animaux d’élevage, semences forestières et agro-forestières, des plants, des produits phytosanitaires, outils d’aménagements,…) | 680 NAP bénéficient de moyens de production et de conservation des sols (20 NAP par zone et pour 34 zones). | Rapport de chaque distribution avec listes des GAP bénéficiaires | Idem |  |
| Organiser des visites d’échanges d’expériences entre producteurs, au niveau local et régional | 3 visites sous-régionales (1 par an) et 6 visites locales (2 par an) et 33 visites paysans-paysans (11 par an) | Rapport de chaque visite | La sécurité reste bonne |  |
| Célébrer régulièrement la journée de la femme rurale sur l'amélioration de l'agriculture familiale | 3 journées de la femme rurale organisées (1 journée chaque année) où 11 meilleurs exploitants sont primées | Rapport de chaque journée organisée | Sécurité de la zone d'action et une bonne coopération avec les autorités locales |  |
| Organiser des séances de conscientisation et de formation des agri-éleveurs à la problématique de l’environnement, particulièrement à travers les NAP | 33 séances de conscientisation organisées et animées | Rapport de chaque séance | La sécurité reste bonne |  |
| Organiser des séances de conscientisation/formation des agri-éleveurs à la production biologique et l’utilisation raisonnée des produits chimiques, particulièrement à travers les NAP | 33 séances de conscientisation/formation organisées et animées | Rapport de chaque séance | La sécurité reste bonne |  |
| Organiser des échanges d’expériences en techniques de production agro-écologique et de valorisation | 3 séances d’échange d’expériences (1 par an) organisées | Rapport de chaque séance | La sécurité reste bonne |  |
| Appuyer le reboisement des collines dénudées et accidentées | 30 ha de collines dénudées reboisées (10 ha par année). | Rapport spécifique de reboisement + observation physique des boisements installés | Sécurité de la zone d'action et une bonne coopération avec les autorités locales |  |
| Appuyer les activités d’aménagement des bassins versants (piquetage des courbes de niveau et fossés antiérosifs, …) | 75 ha de bassins versants aménagés et protégés (25 ha par an) | Rapport spécifique + observation physique des BV aménagés | Idem |  |
| Appuyer les activités de conservation des sols : protection et restauration de la fertilité (production et mise en place des plants forestiers et agro-forestiers pour le reboisement et la protection des exploitations : semences, arrosoirs, pulvérisateurs, sachets, râteaux, houes, pelles, brouettes, plantation) | 3000 ménages agricoles ont protégés leurs exploitations | Rapports périodiques de l'OAP + observation sur terrain | Idem |  |
| Appuyer la gestion des eaux résiduelles (des bornes fontaines et sources aménagées) en faveur de petites actions d’irrigation et d’arrosage | 120 ménages agricoles utilisent rationnellement les eaux résiduelles pour la production agricole (4 communes à raison de 30 ménages par commune) | Rapports périodiques de l'OAP + observation sur terrain | La sécurité reste bonne et les ménages adoptent la technologie proposée | 25.000.000 |
| Organiser des séances de formation des associations et agriculteurs modèles sur la gestion de la production et des revenus, la gestion et l’entretien des infrastructures de stockage, les techniques de transformation et de conservation des produits | 15 séances de formation organisées et animées pour les communes qui ont bénéficié des infrastructures de stockage et de transformation (3 séances par commune te 1 séance par thème) | Rapport spécifique de chaque séance | La sécurité reste bonne | 15.000.000 |
| Faire une étude visant à proposer différentes alternatives de gestion durables et rentables du centre de transformation de Nyabiraba | 1 document d’alternatives de gestion durable et rentable du centre disponible | Rapport de l'étude | Disponibilité d'un bon consultant |  |
| Organiser des foires agricoles dédiées à la zone d'action de l'OAP | 3 foires agricoles organisées (1 foire organisée chaque année). | Rapport de chaque foire | La sécurité reste bonne et les autorités administratives sont favorables | 60.000.000 |
| Commanditer une étude de faisabilité des alternatives de transformation des produits agropastoraux | 1 document d’étude de faisabilité de la transformation des produits agricoles élaboré | Rapport de l'étude | Disponibilité d'un bon consultant | 20.000.000 |
| **Résultat 2.3:** Des organisations de base (paysannes) et autres ont consolidé leur rôle au sein de la société civile locale et nationale en matière de défense du droit à la souveraineté alimentaire |  |  | La sécurité reste bonne, l'administration reste favorable et les paysans y trouvent intérêt | 59.000.000 |
| **Activités** |  |  |  |  |
| Organiser des réunions de sensibilisation, en vue de stimuler et accompagner l’émergence d’un mouvement paysan | 6 réunions de sensibilisation organisées et animées | Rapport de chaque réunion | La sécurité reste bonne | 18.000.000 |
| Organiser des ateliers de renforcement des capacités des organisations paysannes de base en techniques de lobby et de plaidoyer | 4 ateliers de renforcement des capacités organisés et facilités. | Rapport de chaque atelier | Idem | 10.000.000 |
| Organiser des campagnes locales de mobilisation et de plaidoyer | 2 campagnes de plaidoyer agricole organisées par les mouvements paysans | Rapport de chaque campagne | La sécurité reste bonne, l'administration reste favorable et les paysans y trouvent intérêt | 21.000.000 |
| Organiser en synergie avec les autres acteurs de la société civile, des actions de plaidoyer en faveur de bonnes politiques agricoles au niveau local | 2 actions de plaidoyer sont organisées (à raison d’une action par année) | Rapport de chaque action | Idem | 6.000.000 |
| Établir des liens d’échange d’expertises et de renforcement des capacités avec les partenaires ( ISABU, DPAE, FACAGRO, IRRI…) | 3 conventions de partenariat signées | Document de chaque convention | Les partenaires y trouvent intérêt | 3.000.000 |
| Echanger des informations sur les possibilités d’accès aux équipements/outils adaptés, aux marchés, aux partenaires financiers | Au moins 1 fois le trimestre l’OAP échange des informations avec ses partenaires | Rapports d'activités | Idem | 1.000.000 |
| **Résultat 2.4**: Les ménages ruraux ont amélioré leur état de santé à travers l'amélioration de l'état nutritionnel et la prévention des maladies évitables | Diminution des proportions (5%) des maladies nutritionnelles et évitable | Enquête dans les centres de santé | La sécurité reste bonne et les ménages adoptent les changements proposés | 30.216.000 |
| **Activités** |  |  |  |  |
| S’approprier des modules de formation sur la nutrition (alimentation équilibrée en générale et en particulier pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans) et sur la prévention des maladies évitables (maladies des main-sales, paludismes, maladies carentielles, etc.)[[7]](#footnote-7) | Des modules de formation disponibles (1 pour la nutrition et l’autre pour la prévention des maladies évitables) | Document de chaque module | Pas de risque | 16.000.000 |
| Organiser des ateliers de formation sur les thématiques de nutrition et la prévention des maladies évitables en faveur des membres des NAP[[8]](#footnote-8) | 22 ateliers de formation organisés et animés (2 ateliers par commune) par des agents de santé locaux | Rapport de chaque atelier | La sécurité reste bonne | 14.216.000 |
| Organiser régulièrement des visites d'accompagnement et coaching au sein des ménages pilotes, choisis dans les NAP | 3 ménages pilotes sont choisis par zone administrative et une visite trimestrielle est organisée dans le domicile de chaque membre | Rapports trimestriels d’accompagnement | Idem | ……………………………………….. |

## 6.3. Pour l'axe 3: Accès aux services sociaux de base de qualité

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectif global :** Contribution à l’amélioration des conditions socio-économiques et politiques des populations du milieu rural à travers l’accompagnement des communautés dans leur auto développement durable. | | | | |
| **Logique d'intervention** | **Indicateurs objectivement vérifiables** | **Sources de vérification** | **Hypothèse ou condition préalable** | **Coûts estimatifs** |
| **Objectif stratégique 3**: Contribuer à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base au niveau des communautés rurales. | - 90% d’enfants en âge scolaire accèdent à l’école  - Le nombre de ménages accédant à l’eau potable à moins de 500m augmente de 20% | Rapport de la DPE et Evaluation finale | La sécurité reste bonne |  |
| **Résultat 3.1**: Les conditions d’apprentissage dans les écoles sont améliorées | 1. Le ratio enfants/classe dans les écoles construites par l’OAP diminue de 10%  2. Le ratio enfants/banc pupitre dans les écoles est de 3 au maximum  3. Au moins un livre pour 2 enfants (Français, Maths, Kirundi, Etude du Milieu) dans 3 écoles pilotes appuyées par OAP | Rapports des écoles | La sécurité reste bonne, les autorités et les parents restent favorables |  |
| **Activités** |  |  |  |  |
| Faire un diagnostic sur l'état des lieux des infrastructures scolaires dans la zone d'action de l'OAP, les enfants en âge scolaire et le taux de scolarisation en 2016 | Un document de la situation disponible | Document | La sécurité et une bonne coopération avec les autorités locales | 20.000.000 |
| Construire et réhabiliter des infrastructures scolaires (salles de classes, latrines, ...) | 3 écoles est construites (27 salles de classe, 3 directions et 6 blocs latrines de 24 unités) | Rapport de réception de l'école + observation sur terrain | Idem | 200.000.000 |
| Fournir du mobilier et du matériel didactique aux écoles les plus nécessiteuses (bancs pupitres, tables, chaises, livres, …) | 2025 bancs pupitres, 6 tables bureaux, 27 tables, 45 chaises, 33 placards encastrés, 33 étagères, 5400 livres pour élèves (Maths, Français, Kirundi, EM) | Rapport de distribution + Bordereaux de réception | Idem | 30.000.000 |
| Compléter les équipements dans les écoles construites par l’OAP | Ajouter 25 bancs pupitres dans chaque classe dans 3 écoles construites par l’OAP | Bordereaux de réception | Idem |  |
| Appuyer la scolarisation des enfants vulnérables (matériels, minerval, uniformes, savons, etc.) | 60 enfants sont assistés par an | Liste des enfants appuyés + fiches réception des appuis signées par chaque enfant bénéficiaire | Idem |  |
| Enseigner les métiers sur chantier aux jeunes vulnérables non scolarisés | 15 jeunes vulnérables dont 5 filles formés sur les métiers du génie civil | Listes des enfants formés | Existence des chantiers et une bonne coopération avec les gestionnaires des chantiers et les autorités locales |  |
| **Résultat 3.2**: Les communautés rurales ont accès facile à l'eau potable et de manière durable | 1. Le taux de couverture de l'eau potable augmente de 20% dans la zone d'action de l'OAP   2. Au moins 3 RCEs fonctionnent de façon autonome | Rapport d’évaluation  Enquête | La sécurité reste bonne, les autorités et les communautés restent favorables | **1.309.100.000** |
| **Activités** |  |  |  |  |
| Mener une évaluation participative sur l'état des lieux des infrastructures en eau potable réalisées par l'OAP et le niveau d'efficacité des structures de gestion des ressources en eau potable dans la zone d'action | Le document d’évaluation est produit | Rapport d'évaluation | Idem | 16.500.000 |
| Produire un manuel de référence sur la gestion communautaire efficace des ressources en eau (tenant compte des résultats de l'évaluation et du nouveau concept d’exploitation et de tarification de l’eau en milieu rural), contenant les conditions préalables à remplir par les communautés avant des travaux de construction ou de réhabilitation. | Le manuel de référence sur la gestion communautaire est produit et multiplié | Document de manuel | Pas de conditions spécifiques | 15.000.000 |
| Organiser des séances d'échange avec les autorités locales et les communautés concernées sur le manuel et les conditions préalables | 6 séances d’échange organisées | Rapport de chaque séance | La sécurité reste bonne et les autorités locales restent favorables | 12.000.000 |
| Appuyer la mise en place des structures locales de gestion des infrastructures à construire ou à réhabiliter par l’OAP, sur base des conditions préalables | Au moins un comité est mis en place pour chaque infrastructure | Liste des membres du comité + cahier de charge de chaque commuté | Idem | Inclus dans les coûts de suivi |
| Organiser des séances de formation des membres des structures mises en place sur le manuel de gestion | 12 ateliers de formations organisés et animés | Rapport de chaque atelier | La sécurité reste bonne | 25.000.000 |
| Réaliser des études techniques des infrastructures d’approvisionnement en eau (y compris étude d'impact environnemental)[[9]](#footnote-9) | 5 études techniques d’AEP produites | Rapport de chaque étude | La sécurité reste bonne et les sites concernés sont accessibles | 30.000.000 |
| Construire et réhabiliter des infrastructures d'approvisionnement en eau potable (adduction et aménagement des sources)[[10]](#footnote-10) | - 5 adductions d’eau construites/réhabilitées  - 60 sources d’eau aménagées | Rapport de réception de chaque infrastructure + observations sur terrain | Idem | 1.195.000.000 |
| Organiser des visites d'accompagnement et de coaching des structures de gestion après construction | 48 visites organisées |  | Idem | 15.600.000 |
| **Résultat 3.3**: Les communautés rurales adoptent progressivement l'utilisation de l'énergie alternative aux bois | 2 ménages et/ou collectivités utilisent la bioénergie | Visites de terrain, photos, | La sécurité reste bonne, les autorités locales sont favorables et les technologies proposées sont acceptées | 71.500.000 |
| **Activités** |  |  |  |  |
| Faire participer le personnel clé de l'OAP à une formation technique sur les technologies de la production de la bioénergie | Au moins 2 personnes sont formées | Rapport de l'OAP, certificat de formation | Disponibilité d'un bon formateur ou d'un centre de formation | 8.500.000 |
| Réaliser une étude technique de faisabilité de production et d'utilisation de la bioénergie | 1 étude technique | Rapport de l'étude | Le personnel formé est capable + Disponibilité d'un expert accompagnateur | 3.000.000 |
| Installer des unités pilotes de production et d'utilisation moderne du biogaz | 2 unités installées et fournissent de l'énergie | Rapport d'installation | Les bénéficiaires sont favorables et y trouvent intérêt | 60.000.000 |

## 6.4. Pour l'axe 4: Renforcement institutionnel

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectif global :** Contribution à l’amélioration des conditions socio-économiques et politiques des populations du milieu rural à travers l’accompagnement des communautés dans leur auto développement durable. | | | | |
| **Logique d'intervention** | **Indicateurs objectivement vérifiables** | **Sources de vérification** | **Hypothèse ou condition préalable** | **Coûts estimatifs** |
|  |  |  |  |  |
| **Résultat 4.1**: L'OAP a développé sa mémoire institutionnelle | Des outils relatant l'identité professionnelle de l'OAP | Documents, Films, publications, CD | La sécurité reste bonne, les autorités et les communautés partenaires restent favorables à la coopération |  |
| **Activités** |  |  |  |  |
| Produire des documents de capitalisation sur l'autopromotion, « Sur le chemin de l'autonomisation », l'expérience sur la mise en œuvre des infrastructures d'approvisionnement en eau potable | Au moins 1 document de capitalisation par an | Documents disponibles | Idem | 90.000.000 |
| Produire un documentaire sur la participation des communautés | 1 film relatant l’expérience sur la participation communautaire | CD/ROM disponible | Idem |  |
| Produire un document récapitulant les réalisations de l’OAP (avec témoignages des partenaires et histoires de succès) | 1 document/ Film sur l’histoire de l’OAP est produit | Document disponible | Idem |  |
| Alimenter régulièrement le site web de l'OAP (au moins 1 fois par mois) | Au moins 1 article publié chaque mois sur les activités et/ou événements OAP | Visualisation du site Web | Idem |  |
| Organiser périodiquement une sortie médiatique (au moins une fois par an) | 1 conférence et / ou émission publique animé par un représentant de l’organisation une fois l’an | Rapport de chaque conférence / émission | Les médias continuent à fonctionner |  |
| **Résultat 4.2**: Les interventions de l’OAP sont menées de façon professionnelle | 1. Respect des règlements et procédures de gestion 2. L’OAP dispose des outils de suivi et évaluation fonctionnels 3. L’OAP renforce son budget suite à la réponse aux appels à proposition | Rapport de suivi Evaluation et Audit | La sécurité reste bonne, le personnel clé de l'OAP reste stable, les autorités et les communautés partenaires restent favorables à la coopération |  |
| **Activités** |  |  |  |  |
| Elaborer un document sur la professionnalisation de l’OAP | 1 document de référence sur la professionnalisation de l’OAP est élaboré | Document disponible | Pas de condition préalable à part le financement |  |
| Actualiser tous les textes de base de l’OAP | Manuel des procédures, Règlement du personnel | Existence des textes révisés | Idem |  |
| Elaborer une stratégie de mobilisation des fonds | 1 document sur les stratégies de mobilisation des fonds | Existence du document | Idem |  |
| Doter le service de suivi et évaluation en ressources matériels, humaines et financières | Logiciel, personnel, budget | Rapport de l'OAP | Idem | 151.000.000 |
| Organiser un atelier de formation des cadres de l'OAP sur les techniques d'utilisation du SIG (Système d'Information Géographique) | 1 formation de 10 jours organisée (5 jours de théorie et 5 jours de terrain) | Rapport de la formation + certificat | Disponibilité d'un bon formateur | 32.000.000 |
| Acquérir du matériel nécessaire à l'utilisation du SIG dans l'action de l'OAP | 2 Kit Matériels GPS de précision y compris accessoires | Existence physique de ces outils | Pas de condition préalable à part le financement | 59.000.000 |
| Elaboration d’un plan de développement des ressources humaines, (sociales, intellectuelles et économiques) | Document de référence sur le développement des ressources humaines | Existence du document | Idem |  |
| Participer à des appels à projets externe et interne (par rapport au pays) | OAP répond à au moins 1 appel à projet par an | Rapport + Documents de projets | Des appels à projets cadrant avec les domaines prioritaires et la zone d'action de l'OAP sont lancés |  |
| Rentabiliser les activités d'investissement de l'OAP | Centre d’accueil OAP, CEA, Centre de transformation | Rapports de l'OAP | Prise de décision par les organes de décision interne à l'OAP |  |
| Organiser des sorties périodiques de mobilisation des fonds | Au moins 3 sorties organisées | Rapport de chaque sortie | Disponibilité de visas et des organisations favorables pour l'accueil |  |
| Faire une cartographie/monographie sectorielle de la province de Bujumbura (dans les secteurs où intervient l’OAP) et l’actualiser régulièrement | Un document actualisé est disponible régulièrement | Rapport de l'OAP + existence physique du document | La sécurité reste bonne et les autorités restent favorables |  |

# 7. Stratégie de mise en œuvre

La stratégie de mise en œuvre sera basée sur les stratégies même de travail de l’OAP suivantes :

* L’écoute du milieu et la prise en compte du contexte institutionnel spécifique.
* Le renforcement des dynamiques locales et le soutien aux efforts propres. L'approche de structuration communautaire permettra la mise en place des noyaux d'auto-promotion" (NAP) à travers lesquels passeront les interventions de l'OAP, particulièrement celles en rapport avec le renforcement des capacités.
* Le renforcement des capacités des femmes et des jeunes, forces potentielles pour le développement rural, et autres groupes marginalisés.
* L’accent sur différentes barrières; sociales, économiques et financières qui empêchent les groupes vulnérables de participer pleinement à la vie socio-politique et économique.
* L’appui à la concertation et la médiation entre les différents types d’acteurs.
* Le développement de l’esprit du travail communautaire et associatif
* La conscientisation continue des communautés à l’identification de leurs problèmes et l’auto prise en charge.
* Le renforcement des capacités institutionnelles de l’OAP asbl.
* La promotion des rencontres sportives et culturelles.

La méthodologie à adopter pour la bonne réalisation du plan stratégique 2016-2018 reste presque la même que les années passées et consistera essentiellement en :

* **L’Identification** : Une très bonne identification des acteurs dans chaque domaine constitue un préalable dans la réussite du programme. Cette identification se basera sur les résultats du programme passé, les données de l’évaluation interne, les conclusions de l’évaluation externe. La participation de toutes les parties prenantes à cette phase est une garantie de réponse aux besoins des populations concernées qui tient compte des forces et faiblesses internes à l’OAP asbl et des contraintes de l’appui extérieur.
* **L’implication des acteurs concernés dans toutes les phases du programme: Identification, Validation, Exécution, suivi et Evaluation** : Par exemple dans les constructions : Compte tenu de l’enclavement de la province et de la topographie du terrain en pentes très fortes, les communautés sont appelées à assurer le transport des matériaux à partir des endroits accessibles par camions jusqu’aux sites de construction. En plus de leur contribution en apports matériels, les bénéficiaires des infrastructures sociales doivent s’impliquer activement dans la gestion rationnelle, la prise en charge et l’appropriation. Les bénéficiaires sont associés à la prise de décision, surtout pendant les phases d’identification, de priorisation et de détermination des sites de réalisation.

Les séances d’échange et de formation sur les thématiques spécifiques clés liés aux besoins renforcent d’avantage l’éveil populaire et suscitent leur propre engagement à vouloir et pouvoir gérer les ressources pour l’amélioration de leurs conditions de vie.

* **Renforcement du volet d’animation-conscientisation** au changement vers l’acquisition des valeurs de l’auto promotion et des pratiques de développement durable, constitue un préalable pour la réussite du programme
* **Collaboration avec les services techniques des ministères concernés et avec les autres acteurs, Signature des contrats avec différents acteurs** là ou cela s’avère important pour bien déterminer les tâches de chacun.

Durant l’exercice de son mandat, l’O.A.P a signé des conventions de collaboration avec différents ministères techniques du ressort de ses interventions. Le ministère de l’Environnement, de l’Aménagement du Territoire et de l’Urbanisme (MEEATU) ; le Ministère de l’énergie et des Mines (MEM) et le Ministère de la Santé publique, le ministère de l’Education.

Par exemple, l’OAP dispose d’un cadre légal d’échange d’informations et de développement des synergies avec les autres intervenants dans le secteur eau.

Sous la Coordination de l’autorité provinciale, l’OAP a également provoqué un cadre d’échanges et d’harmonisation des interventions avec tous les intervenants dans la province.

* **Capitalisation des acquis** , par exemple dans la producion agricole : l’OAP asbl établit des partenariats avec les associations des agriculteurs qui sont regroupés en réseaux, et les agriculteurs membres des groupes de rayonnement du premier programme. L’OAP asbl s’engage à les accompagner dans le processus de production, de transformation et de commercialisation des produits. Les associations et les agriculteurs membres des groupes de rayonnement appuyés ont l’obligation de participer à la conscientisation et à l’accompagnement de leurs voisins. En effet, les expériences des membres des associations et des agriculteurs partenaires sont transmises à leurs voisins sous forme d’échange et d’entraide dans la mise en pratique des techniques agropastorales adaptées. Le partenariat entre l’OAP asbl et les groupes de rayonnement est exprimé dans une convention de collaboration qui précise entre autres les engagements des uns et des autres. En plus des associations des producteurs et des agriculteurs animateurs accompagnés au cours de la première phase du programme, le cercle va être élargi par la création de nouveaux pôles de rayonnement dans les localités non encore touchées.
* **Un suivi très régulier avec des rapports** qui permettent d’ajuster régulièrement les stratégies. Effectuer des visites de terrain pour se rendre compte des réalisations et effets du programme et discuter avec les bénéficiaires, les autres partenaires, (bailleur par internet ……..) et autres acteurs.
* **Travail dans le respect et en s’inspirant des priorités des différents outils de développement tant local que national ;**

Plan Communal de développement communautaire (PCDC,) Plan Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), Vision 2025, Rapport National de Développement Humain Durable (RNDH).

# 8. Plan de gestion ou d'atténuation des risques

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Risque** | **Niveau de probabilité** | **Niveau d'influence** | **Mesures d'atténuation / mitigation** |
| Insécurité dans la zone d'action | Moyen | Fort | Plus de vigilance et développement d'un réseau de communication téléphonique avec communautés partenaires |
| Manque d'ouverture de collaboration des autorités locales (communales et provinciales) | Faible | Moyen | Informer et impliquer régulièrement les autorités dans les actions de l'OAP |
| Non organisation des réunions communautaires / publiques par les autorités locales | faible | faible | Faire lobbying et plaidoyer auprès des autorités locales |
| Inaccessibilité des sites d'intervention | faible | fort | Changer des approches par exemples changer les moyens de transport, recourir aux moyens de communication (téléphone mobile) par rapport au contact direct |
| Instabilité géographique des membres des comités de paix et des alphabétiseurs | faible | moyen | Former d'autres leaders au niveau communautaire pouvant remplacer efficacement les départs |
| Indisponibilité des experts locaux pour mener des études (microfinance et gestion & rentabilisation du centre de transformation) et pour former le personnel de l'OAP en bioénergie et SIG | faible | moyen | Recourir à des experts étrangers (prioritairement dans la région) |
| Instabilité du personnel de l'OAP formé en bioénergie et SIG | moyen | fort | Signature d'une convention de fidélité qui couvre au moins la période du plan stratégique |
| Perturbation pluviométrique importante | moyen | fort | Plaidoyer pour des interventions humanitaires |
| Non adoption de nouvelles technologies proposées au niveau des ménages / collectivités (bioénergie, santé et nutrition, gestion des eaux résiduelles) | faible | fort | Une forte sensibilisation préalable des bénéficiaires de ces technologies |
| Désintérêt des paysans à participer dans les activités de plaidoyer / mouvement paysan | faible | moyen | Une forte sensibilisation préalable des paysans |
| Désintérêt des OSC, des centres de recherches (FACAGRO, ISABU, IRRI) et les DPAE à collaborer avec OAP | faible | moyen | Faire des contacts préalables et monter à ces organisations en quoi les actions de l'OAP sur terrain constituent leur opportunité |
| Inexistence des chantiers et/ou non collaboration des chefs de chantier pour la formation techniques des jeunes en non scolarisés | faible | fort | Utiliser les chantiers propres de l'OAP et/ou déplacer des jeunes vers d'autres zones où les chantiers sont en cours |
| Non fonctionnement des médias | moyen | faible | Travailler avec les médias présents (RTNB, Radio Maria), y compris des médias étrangers qui sont écoutés au Burundi (VOA, BBC) |
| Non lancement des appels à projet dans les domaines ou zones d'action couverts par OAP | faible | fort | Faire des contacts directs avec différents bailleurs potentiels |
| Non disponibilité des visas et des organisations d'accueil pour la mobilisation des fonds hors du Burundi | faible | moyen | Mandater les membres de l'OAP vivant dans les pays développés et utiliser les nouvelles technologies (Internet, Vidéo conférence) |

1. Profil et Déterminants de la pauvreté au Burundi, rapport de l'enquête modulaire sur les conditions de vie des ménages 2013/2014, ISTEEBU mai 2015. [↑](#footnote-ref-1)
2. Alors qu'avant, les 11 communes appartenaient à la province de Bujumbura Rural, 2 d'entre elles (Bugarama et Muhuta) viennent d'être annexées à la nouvelle province de Rumonge. [↑](#footnote-ref-2)
3. D'après le programme d’action nationale de lutte contre la dégradation des terres (2005), la région de Mumirwa (où se trouvent beaucoup de communes de Bujumbura rural) connaît une perte annuelle de 100 tonnes /ha/an suite à l'érosion hydrique. [↑](#footnote-ref-3)
4. On compte faire une réunion autour d'un agent villageois (soit un total de 18 réunions), une réunion par zone (soit 9 réunions) et une réunion par commune (soit 3 réunions). [↑](#footnote-ref-4)
5. Les coûts sont constitués par le salaire du responsable du volet, des salaires de 3 animateurs, les primes de 18 agents villageois et les coûts des kits de matériel de démarrage pour les NAP (plus ou moins 50.000 FBu par groupe) [↑](#footnote-ref-5)
6. Certains thèmes relatifs à la nutrition, prévention des maladies évitables et gestion familiale pourront être intégrées dans le cursus de formation. [↑](#footnote-ref-6)
7. Ces modules seront intégrés dans les programmes de formation des "fermes – écoles" [↑](#footnote-ref-7)
8. Les animateurs et Agents Villageois qui encadrent les NAP devront y participer [↑](#footnote-ref-8)
9. Le Code de l'environnement et les textes d'application exigent que des projets d'approvisionnement en eau potable doivent faire objet d'étude d'impact environnemental préalable. [↑](#footnote-ref-9)
10. Les infrastructures à construire et à réhabiliter seront choisies sur base du rapport de l'évaluation et après avoir vérifié que les conditions préalables, garantissant notamment une gestion durable, sont remplies. [↑](#footnote-ref-10)